



**HAL**  
open science

# Rôles différenciés des sigles dans la transmission orale et les processus mémoriels

Bernard Bensoussan, Sarah Cordonnier

## ► To cite this version:

Bernard Bensoussan, Sarah Cordonnier. Rôles différenciés des sigles dans la transmission orale et les processus mémoriels. *Mots: les langages du politique*, 2011, 95, pp.109-116. 10.4000/mots.20145 . halshs-00643805

**HAL Id: halshs-00643805**

**<https://shs.hal.science/halshs-00643805>**

Submitted on 11 Jan 2017

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



## Rôles différenciés des sigles dans la transmission orale et les processus mémoriels

Bernard Bensoussan et Sarah Cordonnier

---



**Éditeur**  
ENS Éditions

**Édition électronique**

URL : <http://mots.revues.org/20145>  
DOI : 10.4000/mots.20145  
ISSN : 1960-6001

**Édition imprimée**

Date de publication : 1 mars 2011  
Pagination : 109-116  
ISBN : 978-2-84788-307-7  
ISSN : 0243-6450

**Référence électronique**

Bernard Bensoussan et Sarah Cordonnier, « Rôles différenciés des sigles dans la transmission orale et les processus mémoriels », *Mots. Les langages du politique* [En ligne], 95 | 2011, mis en ligne le 01 mars 2013, consulté le 30 septembre 2016. URL : <http://mots.revues.org/20145> ; DOI : 10.4000/mots.20145

---

Ce document est un fac-similé de l'édition imprimée.

© ENS Éditions

**Bernard Bensoussan**  
**Sarah Cordonnier**

## **Rôles différenciés des sigles dans la transmission orale et les processus mémoriels**

Nous nous intéressons ici aux formes d'usage différenciées des sigles<sup>1</sup> et à leur rôle dans un ensemble de récits mémoriels d'habitants, professionnels, élus et/ou experts d'un territoire relevant de la Politique de la ville, les Minguettes (Vénissieux, Rhône)<sup>2</sup>. Dans ces entretiens, tous les enquêtés, quelles que soient leurs propriétés et leur trajectoire, recourent à des sigles<sup>3</sup>.

Du fait du dispositif méthodologique (recueil de récits d'expériences selon les logiques propres à chaque enquête), les sigles sont sollicités en tant qu'ils font sens à la fois dans les pratiques des enquêtés et dans une situation de communication spécifique à double titre. Enquêtés dans le cadre d'une collecte de témoignages oraux, les locuteurs sont conduits à produire des énoncés qui tiennent compte des connaissances et ignorances probables de l'enquêteur et du public ultérieur potentiel. En outre, il s'agit, du moins pour certains d'entre eux, de présenter un territoire stigmatisé de longue date par les médias<sup>4</sup> comme un espace identitaire, anthropologique (Augé, 1992). C'est dans ce contexte que sont évoqués mesures, organismes et dispositifs institutionnels

1. *Sigle* est utilisé y compris pour les acronymes, « l'acronymie [pouvant] être considérée comme un sous-ensemble du processus de réduction du signifiant appelé "siglaison" » (Percebois, 2001, p. 627).
2. Entre 2006 et 2009, des entretiens répétés (N = 96, transcrits, deux heures par entretien en moyenne) ont été réalisés auprès d'habitants, professionnels, élus et opérationnels de la Politique de la ville (N = 51) dans le cadre du programme expérimental « Villes et mémoires, les archives de la Politique de la ville » initié par la Délégation interministérielle à la ville et la Direction des archives de France (Bensoussan éd., 2009).
3. De 2 à 18 sigles différents par entretien.
4. Rodéos des Minguettes, Été chaud de 1981 et démolitions de tours en étant les manifestations emblématiques.

---

CNRS, Groupe de recherche sur la socialisation  
Bernard.Bensoussan@ish-lyon.cnrs.fr  
Université Lumière Lyon 2, centre Norbert Elias  
sarah.cordonnier@ens-lyon.fr

---

successifs concernant les Minguettes, souvent désignés par des sigles qui s'imposent alors aux différents acteurs.

Les sigles ont été repérés systématiquement dans le verbatim (voir tableau pour une catégorisation générale thématique).

Répartition par domaine thématique	Sigles dans le corpus	Occurrences <sup>a</sup>	dont occ. « experts » <sup>b</sup>	% occ. « experts »
Dispositifs Politique de la ville (DSQ, HVS...)	10	37	36	97
Éducation (ATSEM, CEP, ZEP...)	12	27	25	92,5
Logement (HLM, OPAC, PLH...)	20	68	50	73,5
Territoire et urbanisme (DDE, CERTU...)	22	87	58	72,5
Action sociale (DDASS, API...)	11	18	12	66,5
Culture et associations locales (DRAC, CCCS, MJC...)	16	62	25 <sup>c</sup>	40
Formation professionnelle, emploi (ANPE, SMIC...)	16	36 <sup>d</sup>	9	25
Animation (voir <i>infra</i> note 7)	24	92	— <sup>e</sup>	
Autre (partis politiques, transports, sécurité...)	15	35		
<b>Total</b>	<b>146</b>	<b>462</b>		

a) Occurrence (occ.) : utilisation du sigle dans l'entretien par un enquêté, quel que soit le nombre de mentions.

b) Voir *infra* : pour l'enquêté « expert », les sigles relèvent d'un langage de spécialiste utilisé notamment dans son cadre professionnel (ATSEM dans le milieu enseignant, SDAU pour un architecte...).

c) La partition entre « experts » et autre est difficile à effectuer.

d) Beaucoup sont usagers des dispositifs évoqués, AFPA, CNFPT, ANPE...

e) Essentiellement professionnels et/ou usagers.

La description et l'analyse de leur mobilisation dans le contexte discursif qu'on a présenté permet d'étudier la manière dont ils interviennent au fil du propos, notre hypothèse étant qu'ils assument, d'une manière spécifique et différenciée selon les enquêtés et les types de sigles, le rôle d'*agents de transmission de cadres prédiscursifs collectifs* (Paveau, 2008).

L'analyse comparative de l'usage de ces sigles dont les thèmes et échelles<sup>5</sup> sont variés permet de procéder à des comparaisons et à des contextualisations combinant plusieurs dimensions : contenu du sigle, logique de restitution (en particulier, volonté d'attester une expertise, d'affirmer sa légitimité à parler comme témoin et/ou expert et/ou professionnel), reconstitution d'une trajectoire personnelle (parcours biographique et professionnel, âge, résidence...). Plusieurs axes structurent et éclairent les manières et raisons de les mobiliser, notamment le fait que leur emploi est plus ou moins réflexif et critique ; perçu comme légitimant ; perçu comme indispensable – ce qui rejoint un axe global allant du sigle *lexicalisé* à la *langue d'initiés* (Percebois, 2001, p. 633 et 641).

## Une lexicalisation toujours située et partielle

La lexicalisation des sigles n'est pas une propriété figée, mais varie pour un même sigle selon le contexte et l'usage.

Les sigles lexicalisés se distinguent empiriquement des sigles spécialisés du fait qu'ils ne font pas l'objet d'une traduction ou d'hésitations dans le discours des enquêtés et/ou qu'ils ne s'inscrivent pas dans un lexique spécialisé. C'est l'usage de ces sigles qui est le plus largement partagé entre les différents enquêtés, quels que soient leur âge, leur sexe et leur trajectoire (15 % des sigles, 1/3 des occurrences).

Les usages de *RMI* (7 occurrences) sont emblématiques du double passage de la qualification d'un dispositif technique à l'usage lexicalisé, et de la description à la stigmatisation.

Lorsque les enquêtés le sollicitent dans le cadre de leurs *activités professionnelles*, le sigle intervient dans un contexte lexical spécialisé où d'autres dispositifs et termes techniques sont mentionnés (CCAS, CES, CAF, quotient familial...) :

À Vénissieux, en tout cas sur les Minguettes, la plupart des familles que nous avons sont des familles monoparentales [...], ces parents là ne travaillent pas, leur seul revenu c'est soit le RMI soit la prestation de la CAF [...] 5,20 € par atelier c'est abordable pour toutes les familles dites défavorisées. Si on prend en compte le quotient familial, le tarif il sera, si on se réfère aux centres sociaux, il sera pour une garde d'un mercredi entre 15 et 30 [...]. (1965<sup>6</sup>. BTS comptabilité, directeur Maison de l'enfance)

Les Brigades blanches c'est un dispositif financier général pour remettre à l'emploi exclusivement des bénéficiaires du RMI. Des assistantes sociales du Conseil Général ou du CCAS (Centre Communal d'Action Sociale)<sup>7</sup> nous envoyaient des

5. Municipale, départementale, régionale, nationale, associations et syndicats...
6. Les dates indiquées entre parenthèses à la suite des extraits sont celles de la naissance des enquêtés.
7. Le développement du sigle est mentionné par l'enquêté.

bénéficiaires du RMI pour qu'on leur propose un contrat de travail en CES à l'époque, Contrat Emploi Solidarité à mi-temps, et puis sur l'autre mi-temps on les accompagnait dans leurs démarches de logement, formation, recherche d'emploi et autres. (1972. DESS, ARRADEP puis OPAC)

Dans le *sens commun*, il peut être mobilisé pour mettre en avant un changement de société, comme emblème (et peut-être vecteur) de ce changement :

C'était quelqu'un qui très concrètement aujourd'hui aurait été orienté, serait au chômage, serait au RMI, et qui a pu – parce que c'était une autre époque – rentrer dans l'usine du papa. (1949, instituteur, activités associatives)

Il peut servir à qualifier un groupe qui se voit ainsi disqualifié (a) ou au contraire dénoncé comme opérant l'agrégation d'individus dont les autres qualités sont ainsi niées (b) :

(a) Ben moi, dans les dix dernières années, ce que j'ai vu arriver à l'école, c'est que de plus en plus de parents étaient sans travail, chômeurs ou au RMI parce que maintenant comme profession ils sont RMistes. (1948. Institutrice aux Minguettes jusqu'à sa retraite en 2003)

(b) Alors tu vas où quand tu as un centre social qui te dit « La poésie soyez sérieux, on a des Rmistes ». Justement nous c'est ça, les gens on leur donne des outils on leur donne du plaisir, ils vont connaître ils vont échanger. (1970. DEA Droit, responsable activités culturelles municipales)

Les sigles lexicalisés désignent généralement des dispositifs *innovants lors de leur création* (ZUP, HLM, APL, ANPE, SMIC ou RMI ; COURLY, Communauté Urbaine de Lyon, 11 occurrences, appartient au vocabulaire commun local) et sont sollicités y compris lorsque le dispositif désigné n'existe plus – sans que leur signification dans le discours ne recoupe toujours les significations que ces sigles recouvrent initialement. *ZUP*, qui désigne une procédure d'urbanisme à l'œuvre entre 1959 et 1967, date de son remplacement par les ZAC, est entré dans le langage courant (*Zupéen* est signalé par le TLF) et fréquemment utilisé pour désigner le territoire des Minguettes. Le sollicitent sans plus de précisions spatiale ou temporelle vingt enquêtés, anciens résidents et/ou professionnels (instituteurs, animateurs...) résidant dans d'autres quartiers de Vénissieux, sans compter les opérationnels de la politique, qui situent cette dénomination dans l'historicité des mesures s'appliquant à l'espace des Minguettes. « La ZUP » est un toponyme qui « possède une situation située [...] : la position historique et énonciative du sujet est un critère aussi important que la sédimentation mémorielle du toponyme lui-même » (Paveau, 2008).

Percebois (2001, p. 630) note que « la siglaison permet [...] un gain de temps dans l'oralisation des concepts. C'est une des figures de l'économie linguistique, la siglaison pouvant être présentée comme la recherche d'un moindre effort qui se paie toutefois en coût mémoriel ». Ce phénomène est attesté dans

le corpus, dans le cas de sigles lexicalisés. Mais parfois, du fait que l'économie discursive de la restitution mémorielle varie selon la trajectoire des enquêtés, selon le type de sigle et/ou la légitimité des interlocuteurs dans les rapports et stratégies qui s'établissent au moment de l'entretien, l'usage des sigles se paie à la fois d'un coût cognitif et d'un coût mémoriel.

## Une « langue d'initiés » reconnue mais pas toujours maîtrisée

Les sigles peuvent relever d'une *langue d'initiés*, là encore du fait non pas de leurs propriétés propres, mais du contexte dans lequel ils sont sollicités. En effet, tous les enquêtés sont susceptibles de recourir à de tels sigles relevant d'un domaine professionnel<sup>8</sup> ou associatif<sup>9</sup> spécifique. Dans ce cas, lorsque les sigles sont lexicalisés, leur usage peut être soit une reconnaissance de la compétence supposée de l'enquêteur, soit une volonté d'affirmer sa propre maîtrise, soit le signe que ces sigles font partie du vocabulaire usuel de l'enquêté, auquel l'enquêteur demandera alors souvent une traduction. L'emploi des sigles spécialisés s'accompagne parfois d'une proposition de traduction relevant de deux postures possibles : « montrer qu'on sait » (l'enquêteur est constitué en évaluateur de la connaissance et l'enquêté se place dans une posture d'évalué) et/ou informer l'enquêteur (alors positionné en apprenant), ce qui permet à l'analyste d'explicitier certains ressorts cognitifs de la situation de communication (Quéré, 1997 ; Paveau, 2008) et la négociation des rapports de pouvoir dans l'entretien.

L'émergence de ce type de négociation est encore plus frappante dans un second cas, qui nous occupera plus longuement : les sigles ont appartenu dans la pratique passée et/ou sont censés appartenir à une langue d'initiés qui, pourtant, n'est pas maîtrisée par les enquêtés. Erreurs et hésitations dans l'épellation du sigle ou dans sa traduction sont nombreuses et concernent tous les enquêtés sollicitant ces sigles spécialisés qui, quelle que soit leur compétence verbale et leur connaissance des dispositifs, se trouvent, ainsi que les enquêteurs, dans une situation d'incertitude à un moment ou l'autre des entretiens :

Il s'agissait d'une action sur le logement avec la mise en place de la PALULOS, la Prime à l'Amélioration du Logement euh Locatif et d'Usage Social, non d'Usage Locatif et d'Occupation Sociale, la PALULOS. » (1948, Paris. Arrive à Lyon à la fin des années soixante pour ses études de sociologie. Entre en 1981 à l'Agence d'urbanisme, où il est, depuis, chargé de mission)

8. Certaines professions s'y « prêtent » particulièrement. Guillaume J., né en 1972, travaillant à l'ARRADEP puis à l'OPAC Rhône, et Pauline S., née en 1944, chargée de mission secteur social, emploient respectivement 18 et 15 sigles, contre 4 en moyenne.
9. Le secteur de l'animation, en particulier, très évoqué dans le corpus du fait de la composition de la population enquêtée, avec les diplômés (BAFA, BEATEP...), les structures nationales (FOL, UFCV...), locales (APASEV, EPJ...), les dispositifs Politique de la ville (VVV, OPE...) : 24 sigles, 95 occurrences.

CEREF oui, C.E.R.E.F., mais il existe plus hein. [...] Le système PAQUE, que Martine Aubry avait lancé. PAC, P.A.Q.U.E, comme Pâques mais sans le S, ça veut dire Promotion Qualification... oh je me souviens plus. (1941. Formation électronique avec l'AFPA, travail dans le secteur nucléaire puis animateur socioculturel aux Minguettes. Auteur d'un ouvrage sur cette expérience)

Dans ces tentatives de traduction se joue alors pour les uns et les autres, dans l'interaction, la gestion du rapport au savoir et à ses normes ainsi que les modalités de restitution possibles des actions et situations passées dans un contexte où l'évolution permanente des dispositifs entraîne l'oubli des appellations antérieures et/ou la méconnaissance des appellations ultérieures :

Le CIL [Comité interprofessionnel du logement] à l'époque je ne sais plus comment ça s'appelait après, c'est des choses qui sont loin de moi. (1944. Études d'infirmière puis d'assistante sociale, travaille aux Minguettes de 1978 à 1982. 1997-2005 : conseillère technique et responsable départementale à l'Inspection académique du Rhône)

Alors moi je l'ai été donc au Conseil de... ce qu'on appelle le CCAS maintenant, c'est le truc Solidarité les services sociaux quoi, alors ça s'appelait encore Bureau d'aide sociale. (1932. CEP, formation d'infirmière psychiatrique. Exerce à Lyon. Retraitée résidente aux Minguettes)

C'est particulièrement le cas pour les sigles de la catégorie « Politique de la ville », auxquels on peut rajouter les sigles de la catégorie « territoire et urbanisme » (voir tableau *supra*). Les dispositifs et organismes qu'ils recouvrent sont au cœur d'une partie des entretiens ; ils sont pourtant ignorés ou très mal connus de la plupart des enquêtés qui, élus, experts, les sollicitent ou voudraient les solliciter. « Connaître ou ne pas connaître » est vécu comme un enjeu (reconnaissance de la compétence), en particulier pour les élus et professionnels en charge de la Politique de la ville. Les seconds apportent souvent des dossiers qu'ils consultent d'ailleurs peu souvent durant l'entretien. La nécessité perçue et non questionnée de recourir à ces sigles, l'effort de mémoire consenti pour tenter de les retrouver et de les utiliser (même si on ne les maîtrise pas), indiquent qu'il y a dans leur usage un rapport à la légitimation de soi et à la qualification du territoire (entendu comme une catégorie aux délimitations géographiques mais aussi politiques et symboliques) qui s'opère en référence à un savoir expert qui n'est pas remis en question malgré la « volatilité » de ces sigles, rarement thématisée en tant que telle.

Deux élus et un chargé de mission disent à l'enquêteur, sur le mode de la connivence mais aussi de l'excuse : « Je n'ai pas révisé ». Au-delà du registre scolaire, ce propos désigne aussi en creux l'existence d'un savoir constitué, d'un « donné » clairement établi et délimité (le sigle a dans ce cas un rôle similaire à celui de l'apport de données chiffrées). La reconnaissance de ce « savoir » est un préalable, y compris à la critique des dispositifs. Une enquê-



tée exhibe ainsi sa maîtrise par la « récitation » de sigles pour poser ensuite que les dispositifs qu'ils recouvrent ne font pas sens ni ne résolvent les problèmes :

Ily a aussi un peu un : je baisse les bras par rapport à la politique de la ville. C'est-à-dire que j'ai toujours connu la politique de la ville, j'ai toujours travaillé là-dedans puisque le quartier Darnaise depuis tout le temps il a été, et moi je connais tous les sigles, donc ça a été HVS : habitat vie sociale au départ, ensuite c'est passé DSQ, après c'est passé... enfin voilà. – C'est au niveau national là. – Ah oui, on est bien d'accord. Donc je connais tous... Et malheureusement au jour d'aujourd'hui... Il y a des choses qui sont faites, et les quartiers n'ont peut-être pas explosé parce qu'il y avait ça. Mais quand même, sur le plan individuel des gens, ça n'a pas amélioré leur condition, au contraire. Les conditions sont pires que dans les années quatre-vingt, maintenant dans les quartiers. Des conditions de vie, hein, je parle! (1962. Arrive enfant aux Minguettes. Maîtrise en sociologie. Directrice d'une Maison de quartier depuis 2000)

Cet usage simultanément incertain et inévitable des sigles signale à la fois un coût mémoriel et un effort cognitif. Il met en lumière et permet d'analyser les modalités selon lesquelles les professionnels et experts sont placés dans une position discursive épineuse par le renouvellement permanent des dispositifs et de normalisation des catégories de pensée. Cela renvoie à une « domination par le changement » où « tout se fait sans appareil et sans affectation de grandeur. Le caractère technique des mesures rend difficile, voire d'ailleurs inutile, leur transmission à un large public. Rien, ou presque, ne vient assurer la cohérence d'ensemble si ce n'est précisément le cadre comptable et/ou juridictionnel général auquel les mesures particulières doivent s'ajuster » (Boltanski, 2009, p. 200).

L'analyse du sigle en discours montre que loin d'être une entité figée, le sigle (chaque sigle) s'inscrit dans des configurations sociodiscursives particulières qui en conforment l'usage et dont il est souvent un révélateur privilégié. Son observation est précieuse notamment lorsque l'on s'intéresse aux processus mémoriels collectifs.

## Références

- AUGÉ Marc, 1992, *Non-lieux. Introduction à une anthropologie de la surmodernité*, Paris, Seuil.
- BENSOUSSAN Bernard éd. (avec la collab. de S. Cordonnier, M. Deschamps, M. Goutte), 2009, *Collecte, conservation et valorisation des archives orales et de la mémoire de la politique de la ville aux Minguettes à Vénissieux (Rhône)*, Rapport final GRS/Médias et Identités.
- BOLTANSKI Luc, 2009, *De la critique. Précis de sociologie de l'émancipation*, Paris, Gallimard.

- PAVEAU Marie-Anne, 2008, « Le toponyme, désignateur souple et organisateur mémoriel. L'exemple du nom de bataille », *Mots. Les langages du politique*, n° 86, p. 23-35.
- PERCEBOIS Jacqueline, 2001, « Fonctions et vie des sigles et acronymes en contextes de langues anglaise et française de spécialité », *Meta. Journal des traducteurs*, vol. XLVI, n° 4, p. 627-645.
- QUÉRÉ Louis, 1997, « La situation toujours négligée ? », *Réseaux*, n° 85, p. 163-192.